DÉCOUVERTES DANS LES ARCHIVES RUSSES ET À POTSDAM

PAR

José Gotovich

En février 1992, Dirk Martin, Premier Assistant au Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale a pénétré dans les archives nouvellement accessibles de l'ex-DDR, à Potsdam.

En avril-mai 1992, deux missions de recherche menées à Moscou, respectivement par Wouter Steenhaut et Michel Vermote de l'AMSAB, et José Gotovitch, chargé de cours à l'ULB et Directeur du Centre déjà mentionné, ont permis d'étonnantes découvertes. L'ensemble de ces missions permet d'espérer l'ouverture prochaine de chantiers historiques nouveaux et passionnants.

A. LES ARCHIVES ALLEMANDES DÉPOSÉES AUX ARCHIVES CENTRALES D'ETAT (EX ARCHIVES SPÉCIALES)

Les archives allemandes forment l'essentiel des fonds rassemblés dans le bâtiment de la Vyborgskaya. Plus de 1500 fonds différents y sont recensés et inventoriés (en russe). Il s'agit non seulement de fonds des administrations allemandes du Reich et des Pays occupés, mais également de multiples fonds saisis par les occupants, en particulier les organisations d'émigrés ou des personnalités allemandes: ainsi en va-t-il d'archives relatives aux écrivains allemands et autrichiens, d'organisations de gauche autrichiennes, du Secours Ouvrier International ou encore d'Arthur Koestler. On soulignera encore l'importance des

archives d'innombrables associations juives allemandes et autrichiennes ainsi que les papiers des loges maçonniques allemandes.

Certains fonds mentionnés dans la *Liste Générale* ont été enlevés et transférés soit à Berlin, soit dans les archives du Comité Central du PCUS ou encore au KGB. Les recherches doivent donc se poursuivre.

L'ensemble représente un apport exceptionnel à la connaissance de l'histoire du Reich et des pays occupés par celui-ci et porte non seulement sur la période de guerre mais sur toute l'existence du Reich, voire auparavant, comme l'atteste par exemple l'existence d'un fonds de 98 dossiers du Generalgouverneur in Belgien (1914-1918).

En ce qui concerne la *Belgique*, cette première investigation m'a permis de localiser *trois fonds* qui s'avèrent à eux seuls très importants.

Les archives du Reichssicherheitshauptamt, Berlin, portent les dates '1914-1945', c'est dire qu'elles recèlent les dossiers des polices politiques qui ont précédé le Reich. Il s'agit des archives du siège central du RSHA, malheureusement partielles, entrées à des dates successives dans les archives russes, donc vraisemblablement saisies en des lieux et/ou des dates multiples. Leur diversité est grande et leur intérêt variable. Les dossiers intéressant la Belgique, une cinquantaine, figurent dans les Inventaires 1, 2, 3 et 4. Ils ne constituent pas des séries continues. N'y figurent malheureusement pas les Meldungen aus Belgien und Nord Frankreich, présents pour les Pays-Bas. Les activités des émigrés allemands et des communistes constituent l'une des préoccupations majeures du RSHA, avec l'activité des marins à Anvers, l'espionnage contre l'Allemagne.

Le fonds du Reichswirtschaftsministerium constitue un ensemble gigantesque (plus de 40 Inventaires) formé pour l'essentiel par les dossiers des relations bilatérales, classés par pays. Un Index permet de repérer les dossiers intéressant la Belgique, non seulement dans l'Inventaire 16 (200 dossiers) qui lui est entièrement consacrée, mais également dans tous les rapports sur les relations dans lesquelles la Belgique est impliquée. Si les tractations portent sur les années de

guerre, les informations remontent elles largement à l'entre-deuxguerres.

Enfin, les archives de la Caisse des Assurances et Pensions pour les armées SS, les volontaires étrangers et leurs familles (dépendant du SS Hauptamt puis du Rasse- und Siedlungshauptamt) comportent 22.873 dossiers et sont donc capital pour la connaissance de la collaboration militaire avec l'ennemi en 1940-1945. Elles comportent en effet la correspondance, les rapports mensuels, les bordereaux de paiements de toutes les directions locales et de la direction centrale de cette administration chargée de payer soldes, versements aux familles, pensions pour décès et invalidité de tous les membres des armées SS dans toute l'Europe, mais aussi de la Kriegsmarine et de la Gendarmerie. Les dossiers concernent également les écoles de formation SS.

L'inventaire 3 comprend en particulier les Archives du Département de Bruxelles de cette administration, spécifiquement destiné "aux armées SS Flandre et Wallonie, Belgique", 200 dossiers exclusivement 'belges'. L'examen de quelques-uns de ceux-ci m'a permis de constater qu'il s'agit notamment, des Etats de paiement mensuels du Fürsorgeoffizier der Waffen SS in Flandern comportant nom, prénom, date de naissance du volontaire, adresse et nom du bénéficiaire du versement (femme ou famille), montant versé.

Il s'agit donc, par un biais strictement administratif, de la possibilité d'établir avec précision l'état de la collaboration militaire en Belgique pendant la seconde guerre mondiale, c'est à dire résoudre ce qu'aucune source n'avait permis jusqu'à présent. Les renseignements réunis en permettent l'approche sociale particulièrement importante pour l'analyse historique. L'examen détaillé de ces fonds livrera certainement d'autres pistes pour la recherche scientifique.

Mes interlocuteurs m'ont assuré que ces fonds allemands sont passibles d'être microfilmés. Les Archives centrales d'Etat, au contraire du Centre des Archives contemporaines, accepteraient donc le microfilmage intégral des dossiers.

Dans ce cas, ces fonds se présenteraient comme les German Records Microfilmed at Alexandria, ou encore les microfilms des Archives du Foreign Office, dont le Centre de la seconde guerre

possède de très importantes collections. Il s'agit donc d'un problème financier que la coopération entre plusieurs institutions pourrait éventuellement aider à résoudre.

B. LES ARCHIVES DU KOMINTERN

Par un processus très lent entamé il y a plus de dix ans, les archives de l'Internationale communiste reposant dans ce qui s'est appelé jusqu'en 1991, les Archives centrales du Parti à l'Institut du Marxisme-Léninisme à Moscou, s'étaient peu à peu ouvertes aux différents Instituts d'archives des Partis communistes concernés.

Le phénomène avait débuté avec le Parti communiste italien qui jouissait de l'avantage de disposer des archives de Togliatti soit une partie importante de ces archives de l'IC. Des microfilms allaient être fournis aux Partis français, hollandais et britannique. Le processus était identique pour tous: seuls les documents concernant les partis euxmêmes étaient fournis, sélectionnés, les éléments sur la vie interne de l'IC ou concernant un autre parti communiste. Aucun dossier personnel n'était accessible.

Les documents transmis "perdaient" leur identité archivistique russe pour recevoir une nouvelle numérotation "nationale". L'IML entendait donc ne livrer aucun élément d'identification de ses séries à plus forte raison de ses inventaires.

Pour la Belgique, Claude Renard¹⁵ fut le premier à pénétrer dans "le sanctuaire" et en ramena des documents qui permirent l'étude et l'édition de textes relatifs à la fondation du PCB. Les documents reproduits constituent la série chronologique des Archives du PC, dont purent user Nadya De Beule et Maxime Steinberg dans leurs travaux respectivement sur le mouvement trotskyste et sur Jacquemotte. ¹⁶

^{15.} Claude RENARD, Octobre 1917 et le mouvement ouvrier belge, Bruxelles, 1967. "Documents sur la Fondation du PCB", présentés par C. Renard, in: Cahiers Marxistes, n° spécial, 1971.

^{16.} Maxime STEINBERG, "Joseph Jacquemotte, un certain combat", in: Cahiers Marxistes, avril-juin 1974; Nadya DE BEULE, Het Belgisch Trotskysme, Gent, 1980.

En 1975, Chantal De Smet accomplit une seconde mission à Moscou qui porta essentiellement sur des documents relatifs aux fédérations flamandes du PCB pour les années 1921 à 1936.

En août 1986, un premier séjour de travail à Moscou me permit de mener une recherche systématique dans les Procès-verbaux du Bureau Politique et du Comité Central du PCB, dans les directives internes pour les années 1932 à 1940, tous documents belges envoyés systématiquement au Secrétariat de l'Internationale. Mais je dépouillais également les archives des sections belges du Secours Rouge International, du Secours Ouvrier International et de l'Internationale Communiste des Jeunes.

Avec le début de la Perestroïka, il parut clair que de nouvelles avancées s'avéraient possibles: une nouvelle demande fut adressée à l'IML et une deuxième mission m'y conduisit en 1988. Cette fois la correspondance, les rapports, les directives du PCB pour les années 1927-1940 furent complétés. Mais pour la première fois, les décisions des organes de l'IC (Secrétariat Latin, Secrétariat, Praesidium) relatives exclusivement à la Belgique furent livrées, sans que leur contexte global soit rendu accessible. Toutefois, j'obtins, le premier je crois en la matière, les éléments relatifs aux Belges dans les Brigades Internationales, donc la confirmation que les archives d'Albacète avaient bien été ramenées à Moscou. Des éléments importants servirent au doctorat de Rudi Van Doorslaer¹⁷ et quelques pièces essentielles de 1940-1941 me furent utiles pour mon propre travail. Enfin, j'obtins également des éléments relatifs aux élèves belges de l'Ecole Léniniste Internationale. Enfin pour mon propre travail.

Ces microfilms sont propriété des Archives du PCB, une copie est en possession du Groupe de sociologie et d'histoire du communisme de l'Institut de Sociologie de l'ULB.

^{17.} Rudi VAN DOORSLAER, De kinderen van het getto. Joodse immigratie en communisme in België, 1925-1940. Gand, 1990 (inédit).

^{18.} José GOTOVICH, Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944, Bruxelles, 1992.

^{19.} José GOTOVITCH, "Des élèves belges à l'école du communisme (1926-1940)", in: Eddy STOLS, Emmanuel WAEGEMANS (Red), Montagnes Russes. La Russie vécue par des Belges. Anvers, 1989, pp. 195-209.

Août 1991 a bouleversé toutes ces données. Le PCUS ayant disparu, l'IML est devenu le Centre Russe de dépôt des archives contemporaines, dépendant, comme toutes les archives sur le territoire du la Fédération de Russie, du Comité ministériel pour les archives (Roskomarchiv). Mais surtout toutes les conditions de travail se sont heureusement modifiées.

Les chercheurs ébahis ont découvert que toutes les archives du Komintern sont soigneusement inventoriées, certains de ces inventaires remontant au début des années 1950 et, miracle, ces inventaires sont en libre accès dans la salle de travail. Mais l'essentiel est que tous les documents des instances de direction de l'IC, sont désormais accessibles sans restriction aucune. Ainsi le Secrétariat de l'IC, mais également les papiers des Secrétaires. Pour la Belgique, les dossiers de Dimitrov et de Manouilski sont particulièrement importants et intéressants. J'y ai enfin trouvé les rapports envoyés de Belgique par le délégué de l'IC dans notre pays entre 1937 et 1945, "Denis" le Hongrois Ander Berei. Est particulièrement bien éclairée désormais, la politique des cadres dont l'appareil communiste se préoccupait particulièrement.

Cependant, des restrictions demeurent quant aux dossiers des PC particuliers ainsi que ceux relatifs aux personnes. Les nouvelles autorités, faisant actuellement preuve d'une prudence à vrai dire compréhensible voire bienvenue quant aux problèmes juridiques éventuels, demandent que les chercheurs disposent d'une autorisation des partis concernés. A voir la multitude internationale croisée dans la salle de travail, il faut croire qu'un peu partout dans le monde, elle est accordée sans trop de sectarisme.

Cela m'a permis de prendre connaissance, de dossiers essentiels, dont celui notamment de Marc Willems, dirigeant communiste belge appelé à Moscou en 1935 et qui connut le Goulag de 1938 à 1955, ou encore d'éclaircir l'itinéraire de son compagnon Henri De Boeck, décédé en 1940 en Belgique, mais après des péripéties restées jusqu'alors obscures en Espagne. Le temps compté ne m'a pas permis de prolonger plus avant des recherches qui livreront, j'en ai déjà la certitude, de nouvelles pièces totalement inédites.

Mais toute médaille a son revers. Les nouvelles autorités de l'institut appliquent désormais les règles en vigueur à l'IISG d'Amsterdam: limitation du nombre de pièces copiables par dossier, limitation des citations à cinq lignes, autorisation spéciale pour publication d'un document. C'est un faible prix à payer pour l'accès enfin offert à la communauté scientifique internationale. Le sérieux apporté dans le traitement de ces archives est une garantie de conservation de ces archives essentielles pour la connaissance de l'histoire du XXe siècle.